

Élimination d'un dirigeant « criminel », menaces et démonstrations de force dans les espaces maritimes.

Le XVIII^e congrès du parti, prévu depuis longtemps pour octobre, est reporté au 8 novembre ; le futur chef d'État est resté absent deux semaines, annulant ses rendez-vous sans qu'on sache pourquoi. A la veille d'un renouvellement quasi complet du noyau dirigeant, on pourrait imaginer qu'on parlât des programmes et des personnes qui les portent. Point du tout. Le congrès s'ouvrira sur un coup d'éclat : la destitution annoncée le 28 septembre de toutes fonctions, l'expulsion du parti et la mise en accusation de Bo Xilai, l'ancien dirigeant de la métropole du Sud-Ouest, Chongqing. Les griefs reprochés n'ont guère à voir avec les choix politiques : outre «de graves infractions à la discipline du parti», il lui est reproché des abus de pouvoirs, des détournements de fonds et, pour faire bonne mesure, des comportements sexuels «non conformes aux normes».

Après la condamnation à mort en août pour assassinat - avec sursis en raison de sa coopération avec la justice - de l'épouse de Bo Xilai, et la fuite en février vers le consulat des États-Unis de l'adjoint de Bo Xilai, Wang Lijun, condamné à quinze ans de prison, l'image du parti et du régime est terriblement ternie, comme celle d'une «société d'harmonie». Pourtant, «quand les loups s'approchent de trop près de la troïka, il est souhaitable que quelqu'un tombe du traîneau». Et la tradition au fil des décennies, c'est que les raisons officielles de la chute ne doivent pas toucher au débat politique ; en restant d'ordre personnel, elles épargnent le parti et ses dirigeants restés en place: Liu Shaoqi était un jaune ; Li Biao, un effrayant comploteur ; les radicaux dits de la bande des quatre, des assassins en série ; maintenant, Bo Xilai est un potentat corrompu et pervers .

Mais à part ça, la télévision et la presse n'ont parlé en septembre que d'une chose : les Diaoyutai et le désir du Japon de s'en assurer définitivement la possession en les «volant» à son propriétaire historique. Comme il n'y a pas de guerre sans violation des droits de

l'homme, il faut bien évoquer les risques de conflit.

Les tensions avec le Japon ont un grand avantage : elles permettent de ne pas trop parler de ce qui pourrait ébranler le régime en ruinant son image. Le conflit est multiforme et les opinions sont contradictoires. La Chine menace d'abord le prédateur d'une guerre économique qui prolongerait la stagnation actuelle : «Le Japon est-il prêt à perdre encore dix ans, voire à revenir vingt ans en arrière ? (Quotidien du peuple, 17 septembre). Mais la menace peut se retourner contre son auteur : une économie d'exportation et comptant sur l'investissement étranger est forcément vulnérable ; l'État pourrait-il soutenir les nombreuses entreprises chinoises qui souffriraient du conflit ?

Des voix plus sages préfèrent des manifestations de rues contrôlées. Une centaine de villes ont été touchées, puis tout s'arrête le 19 septembre, au lendemain de l'anniversaire de l'invasion de la Mandchourie (18 septembre 1931). Des dizaines de milliers de manifestants vociférant se calment en une nuit et cessent de casser les magasins et de brûler les voitures. Il est vrai que les violences prenaient parfois un tour inquiétant : à Guangzhou ou à Shenzhen, certains déployaient des banderoles demandant «plus de liberté, la démocratie et les droits de l'homme» (Kyodo 16 septembre). Des éditoriaux exigent que les manifestations se déroulent «de manière légale et rationnelle» ; dix huit personnes ont été arrêtées pour violences et pillages à Guangzhou, le 17 septembre.

Les partisans de la manière forte se font entendre : «Le gouvernement, les forces armées et le peuple ne peuvent accepter de concessions d'aucune sorte» (Quotidien du peuple, 15 septembre). Contre ceux qui veulent raison garder, ils affirment : «notre patience est à bout». «La Chine ne craint personne s'il s'agit de protéger son territoire et de sauvegarder sa souveraineté... Le temps est venu pour la Chine de régler la question des Diaoyu une bonne fois pour

toutes, puisque le Japon ne prend plus en compte le point de vue sur lequel nous nous étions autrefois entendus». (Journal de l'armée, 18 septembre).

Le 25 septembre à Dalian (Liaoning), dans cette ambiance tendue, la flotte chinoise reçoit son premier porte-avion et c'est l'occasion d'affirmer une volonté de puissance maritime régionale ; même si, pour l'instant, le bâtiment ne paraît disposer ni des avions ni des pilotes expérimentés indispensables à son usage. Mais les dirigeants visent haut : il ne s'agit pas seulement d'atténuer l'écart actuel des forces avec l'Amérique ; l'objectif, c'est de «détenir une force de dissuasion équivalente à celle des États-Unis et faisant pièce à celle-ci». (Huangqiu Bao 5 septembre).

A ceux qui s'inquiètent de la poussée militaire chinoise, Beijing répond, bien sûr, qu'elle a pour objectif de servir la paix mais il explicite sa menace. «Quand les intérêts légitimes d'un pays en mer et dans l'espace sont lésés, la guerre, en tant que continuation de la politique, est un choix indispensable... Quand un pays fait face à l'agression d'un autre, sa contre-attaque ne doit pas se limiter à son propre territoire mais doit inclure le territoire de l'agresseur et ses bases militaires externes à portée de frappe... La Chine a déjà des avions de combat à longue distance, des fusées intercontinentales, de sous marins et d'autres équipements relativement avancés». (Huangqiu, 25 septembre)

D'autre part, l'idée était tentante de constituer un front commun avec les nationalistes de Taiwan, voire une force d'intervention conjointe ; elle se heurte aux bonnes relations que les insulaires entendent maintenir avec les États-Unis. Taïpeh a rappelé son représentant à Tokyo le 11 septembre, mais s'ils sont d'accord avec Beijing sur le fond du litige territorial, ses dirigeants divergent sur la manière de traiter l'affaire. Les nationalistes ont décidé de mener leurs propres opérations revendicatives, en envoyant par exemple pour quelques heures le 25 septembre aux alentours des Diaoyu, une douzaine de bâtiments militaires, dont six patrouilleurs, rejoints par des bateaux de pêche, pour faire un total d'une centaine de navires.

A vrai dire, on ne sait s'il s'agit de chaque côté de montrer sa force et son obstination pour éviter un affrontement ou si le risque d'affrontement militaire est bien réel. Les navires tournent autour des Diaoyu, s'approchent les uns des autres mais pas trop, se lancent des mises en garde téléphoniques, voire repoussent les bateaux de pêche avec des canons à eau. Mais aucun acte de belligérance n'est à constater.

Il est possible que l'excitation retombe. Des discussions étaient prévues entre ministres des Affaires étrangères le 26 septembre à New York, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. La Chine surtout veut à tout prix éviter de trouver en face d'elle la puissance américaine rangée du côté nippon en vertu du traité de sécurité signé en 1960. Elle accuse les États-Unis de duplicité dans leur refus de prendre parti sur le litige territorial et leur refuse tout droit de se présenter comme arbitre dans ce qui ne les regarde pas ou d'affirmer que puisque les îlots sont sous contrôle nippon, ils sont couverts par ce même traité de 1960. Mais les relations sino-américaines sont décidément d'une étrange nature : au moment même où la presse invective les États-Unis, leur secrétaire à la Défense Léon Panetta se rend à Beijing et invite ses interlocuteurs à participer en 2014 à des exercices militaires dans le Pacifique, conformément à la volonté des deux pays d'établir des relations militaires étroites «saines, stables, continues et de confiance ». Difficile de s'y retrouver.

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet. Surveillance des manifestations antijaponaises.....	4
Mouvement démocratique et répression. Liberté religieuse.....	4 - 5
Avocats. Appareil judiciaire. Criminalité.....	5 - 6
Condition ouvrière. Conflits du travail.....	6 - 8
Conflits de masse. Évictions foncières.....	8
Minorités ethniques	8 - 9
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
Hongkong - Macao	9
Taïwan et relations en mer du Sud.....	10
Informations diverses.....	10
Une liste de tibétains immolés.....	11 - 14
Bibliographie.....	15
Sources d'information.....	15
Appel à coopération bénévole du groupe Chine.....	15

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET. SURVEILLANCE DES MANIFESTATIONS ANTIJAPONAISES.

- 17 sept.** **Interrogatoire de l'écrivain de Guangzhou Ye Du, en relation avec la crise des Diaoyu**
(*Pen Club indépendant, 17 septembre*)
- 16 sept.** **Détention pour une journée de manifestants antijaponais de Shenzhen (Guangdong)**
qui défilaient en demandant la démocratie et les droits de l'homme, au motif qu'ils «troublaient l'ordre social». Ceux d'entre eux qui venaient d'autres provinces n'ont pas été autorisés à quitter la ville, en raison d'autres interrogatoires prévus. Un journaliste du South China Morning Post de Hongkong, Wong Chi-keung, qui photographiait la manifestation, a été jeté à terre, frappé de coups de bâton et souffre de plusieurs blessures et fracture. (*Weiwanwang, 17 septembre ; FIJ, 20 septembre*)
- 14 sept.** **Arrestation à son domicile de Hangzhou pour détention dans un hôtel de Zou Wei,**
membre du parti démocratique interdit, pour avoir appelé lors d'un meeting de deux mille personnes à «protéger les droits de l'homme et la souveraineté nationale». Zou Wei a été contraint d'effectuer un voyage forcé hors de Hangzhou. (*Weiwanwang, 17 septembre*)
- 12 sept.** **Arrestation de l'écrivain et ancien professeur de l'Université de Beijing Jiao Guobiao,**
après publication sur l'Internet de commentaires sur le conflit sino-japonais des Diaoyu. La veille, il s'était plein d'être suivi. Quelques jours auparavant, dans une lettre adressée au gouverneur de Tokyo qui projetait de racheter le territoire des Diaoyu, il avait vivement dénoncé le manque de liberté des citoyens et le non-respect de leurs droits. C'est aussi pour avoir critiqué les entraves à la liberté de parole qu'il avait dû quitter son poste universitaire en 2005. (*C.H.R.D., 18 septembre*)
- 4 sept.** **Comparution devant un tribunal de Lanzhou (Gansu) du cybernaute Chen Pingfu,**
accusé d'avoir diffusé sur son blog une trentaine d'articles où il passe en revue les idées dominantes du parti communiste et estime qu'elles ne sont pas bénéfiques à la société. Chen Pingfu est assigné à résidence depuis avril dernier. (*Weiwanwang, 29 août*)
- 31 août** **Sortie de prison, après dix ans d'incarcération pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État», du cyberdissident Wang Xiaoning.** Il avait diffusé par l'internet des articles en faveur de la démocratie, dont l'un s'intitulait «N'oubliez pas que la Chine est toujours une dictature !». Il semble que Yahoo ne soit pas étranger à son identification par les autorités chinoises. (*R.S.F., 2 septembre*)

MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE ET RÉPRESSION. LIBERTÉ RELIGIEUSE.

- 21 sept.** **Le pasteur Jin Tianming de l'église réformée Shouwang intente une action en justice contre la police de Beijing,** pour avoir empêché toute célébration d'office depuis plus d'un an. Il n'a pu pénétrer dans un local qu'il avait acheté et il lui fut interdit d'en louer un autre. Il serait assigné à résidence depuis le 9 avril 2011.
Nombre de fidèles seraient victimes de harcèlement ; on compterait 1.600 détentions d'une durée allant jusqu'à quarante-huit heures dans quatre-vingts postes de police. Une soixantaine de personnes auraient dû déménager ou auraient perdu leur emploi par suite des pressions administratives.
Les autorités ont refusé d'enregistrer la plainte du pasteur Jin Tianming. (*South China Morning Post, 21 septembre*)
- 20 sept.** **Le ministre des Affaires civiles annonce le resserrement des conditions d'enregistrement et de surveillance des organisations non gouvernementales**

étrangères. Certaines d'entre elles, mal intentionnées, auraient enfreint la loi chinoise. Désormais, les contrôles devront porter, par delà les questions statutaires, sur la nature des activités pratiquées. (*Xinhua*, 20 septembre)

19 sept. La pétitionnaire du Henan Liu Xianzhi a disparu depuis son arrestation à Beijing le 10 août. Elle proteste contre la démolition de son appartement et veut obtenir dédommagement pour la mort de son époux. Elle a été détenue à plusieurs reprises et soumise à la torture. (*Weiquanwang*, 19 septembre)

12 sept. Une circulaire prise le 15 août par le Bureau de la Santé de Shanghai permet de soumettre à un examen psychiatrique les individus qui, entre autres symptômes, «s'engagent dans un grand nombre d'activités, courent partout et créent du chaos en s'occupant de ce qui ne les regarde pas». Leur état mental sera archivé. Le vague des définitions fait craindre qu'il s'agisse là d'un moyen particulièrement arbitraire de contrôle social, face à la dissidence. (*Caixin*, 12 septembre)

3 sept. Condamnation à cinq ans d'emprisonnement du militant du Henan Zhou Decai, pour «rassemblement de foule à fin de troubler l'ordre social». Le tribunal de Gushi a fondé son verdict sur un affrontement entre villageois et policiers, conséquence d'une réquisition de terrain, affrontement qu'aurait planifié Zhou Decai. Mais les témoins affirment que la bagarre résultait d'une initiative municipale, où Zhou fut attaqué et blessé. Candidat indépendant aux élections législatives locale, Zhou Decai avait été arrêté en février 2012. (*Weiquanwang*, 3 septembre)

31 août L'assemblée législative de Taiwan a invité le militant des droits civiques Chen Guangcheng pour deux semaines en 2013, accompagné de son épouse et de ses deux enfants. Réfugié aux États-Unis depuis le mois de mai, après quatre ans et trois mois de prison et un enfermement à domicile de dix-neuf mois, Chen est inscrit comme étudiant en droit à l'Université de New York et rédige un mémoire. Lors de son séjour à Taiwan, il prendra la parole devant l'assemblée législative. (*Central News Agency*, 1 septembre)

2 août L'étudiante de Harbin (Heilongjiang) Liu Di est arrêtée et détenue dans un lieu inconnu de Mongolie intérieure, sous l'accusation de «recourir à un culte afin de miner l'application de la loi». Elle dispensait des services médicaux gratuits à Ulanhot - sa ville natale - pendant ses vacances d'été et serait à cette occasion entrée en contact avec plusieurs autres chrétiens, lesquels ont été à leur tour appréhendés. (*Weiquanwang*, 24 août)

AVOCATS . APPAREIL JUDICIAIRE. CRIMINALITÉ.

24 sept. Condamnation à quinze ans de prison, avec confusion des peines, de l'ancien maire adjoint de Chongqing, Wang Lijun. L'ancien associé de Bo Xilai, le chef du parti de Chongqing suspendu actuellement de ses fonctions, était inculpé sous des chefs de droit commun devant le tribunal intermédiaire de Chengdu (Sichuan) : trahison et abus de pouvoir (17 septembre) puis corruption et détournement de la loi dans à des fins personnelles (18 septembre). (*Xinhua*, 24 septembre)

18 sept. L'avocat de Guangzhou (Guangdong) Chen Wuquan est l'objet de harcassements incessants depuis qu'il s'est proposé pour défendre Chen Kegui, le neveu de Chen Guangcheng, le militant des droits civiques réfugié aux États-Unis. Chen Kegui est accusé d'homicide pour avoir brandi un couteau face aux individus qui envahissaient sa maison, Le bureau officiel des avocats de Guangzhou s'est mis à enquêter sur la licence professionnelle de Chen Wuquan et les autorités ont refusé de la renouveler ; elles l'ont détenu quelques heures et empêchent par des pressions son inscription dans un nouveau cabinet d'avocats. (*C.H.R.D.*, 18 septembre)

14 sept. Selon le ministère de la Justice, les tribunaux ont prononcé 72.583 peines d'emprisonnement pour plus de cinq ans au cours du premier semestre 2012. Un

total de 506.456 délinquants ont été punis, soit une augmentation de 13,32% en un an. Le nombre des délits enregistrés dans cette même période est de 6,29 millions, en progrès de 13%. (*Xinhua, 14 septembre*)

10 sept. L'écrivain de la province du Jiangsu Yang Tongyan (nom de plume Yang Tianshui) est gravement malade et ne reçoit pas en prison les soins nécessaires. Membre du Pen Club indépendant de Chine, Yang Tongyan est incarcéré depuis 2005 pour son rôle dans la création du Parti démocrate. Il avait été emprisonné de 1990 à 2000 pour son appartenance à un groupe «contrerévolutionnaire», l'Alliance démocratique. (*Weiquanwang, 10 septembre*)

6 sept. Selon le ministère des Affaires étrangères sud-coréen, l'administration chinoise nie avoir torturé le militant Kim Young-hwan lors de ses cent quatorze jours de détention. Remis en liberté en juillet, ce défenseur des droits des Coréens du Nord avait affirmé qu'il avait été frappé et torturé à l'électricité lors des interrogatoires. Le gouvernement de Séoul se déclare prêt à le soutenir s'il portait l'affaire devant des instances internationales. Les médecins sud-coréens n'ont trouvé aucune trace de torture sur son corps mais estiment qu'avec le temps, les signes ont pu disparaître. (*Yonhap News Agency, 6 septembre*)

29 août Quatre grandes villes (Nanjing au Jiangsu, Lanzhou au Gansu, Zhengzhou au Henan et Jinan au Shandong) ont entrepris l'examen du régime de «Rééducation par le travail» et ont proposé quelques changements mineurs. Il se nommerait désormais «Éducation et correction pour comportements illégaux» et accorderait plus d'importance à l'éducation. Ces modifications ne répondent pas au mouvement grandissant en faveur d'une suppression de ce régime pénal administratif discrétionnaire, demandée depuis longtemps par les militants des droits civiques. (*Beijing News, 29 août*)

24 août La Cour suprême propose une interprétation de la nouvelle loi de procédure criminelle qui autoriserait les tribunaux locaux à suspendre les avocats d'audience pour un an. La nouvelle loi doit entrer en vigueur en janvier 2013 ; cette interprétation contredirait la loi sur les avocats selon laquelle une telle sanction relève des Bureaux de la justice. Il serait aussi interdit aux avocats d'employer en cours d'audience des équipements électroniques pour rendre compte des débats. (*Beijing News, 25 août ; Xinhua, 24 août*)

22 août Dans un article de Charles Faddis, la fondation du Laogai fournit des estimations sur le système des camps de réforme par le travail (Laogai). 1.007 camps contiendraient quelque cinq millions de prisonniers. Cinquante millions d'individus seraient passés par les camps au cours des soixante dernières années. Les camps ont deux noms : l'un, pour le service pénitentiaire ; l'autre, destiné au public et à la clientèle étrangère, laquelle peut acheter la production des détenus par les sites de l'internet. (*Laogai Fondation, 22 août*)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

25 sept. Un accident de transport survenu dans la mine Qusheng à Baiyin, près de Lanzhou (Gansu), a fait vingt morts. La mine fonctionnait dans l'illégalité. (*Xinhua, 25 septembre*)

23 sept. Trois accidents survenus en fin de semaine ont mis en danger la vie de vingt-deux mineurs, sans qu'on en connaisse le dénouement. Onze individus étaient bloqués le 22 septembre dans la mine Longshan de la ville Shuangyashan, district de Youyi (Heilongjiang) ; l'accident ne fut connu que le lendemain en raison des tentatives des autorités de camoufler l'affaire car l'exploitation avait repris malgré l'interdiction administrative. Dans la même province, six mineurs ont été victimes le 22 septembre d'une inondation survenue dans la mine Jiayi de la ville Jixi, dans le district de Jidong. Enfin une galerie s'est effondrée le 23 septembre sur cinq mineurs dans la compagnie Dongtai, à Zibo (Shandong). (*Xinhua, 23 septembre*)

23 sept. L'entreprise Foxconn, un des gros fournisseurs d'Apple et qui emploie plus d'un



- million de personnes en Chine, a fermé ses unités de Taiyuan** (Shanxi) qui groupent près de 79.000 salariés. Des bagarres avaient éclaté entre groupes d'ouvriers et avec la police après des comportements déplacés envers une ouvrière et en lien avec des revendications concernant les conditions de travail, la sécurité et des abus de droit. Elles ont provoqué de gros dommages matériels pour l'entreprise comme pour la police appelée pour imposer un retour à l'ordre. (C.L.B., 26 septembre)
- 19 sept. L'administration pour la Sécurité du Travail annonce la fermeture avant fin 2015 de 20.000 exploitations minières illégales ou peu sûres.** Elle précise qu'il existe quelque 90.000 mines hors secteur charbonnier et que 95% d'entre elles sont de petites dimensions. Leur conception serait hors normes et elles utiliseraient des techniques dépassées, d'où des obstacles à la sécurité du travail.
Des exploitations fonctionnent sans licence, d'autres se remettent en marche malgré les interdictions ; d'autres enfin étendent leurs activités au delà des zones autorisées. Les dispositifs de sécurité sont souvent insuffisants ou défectueux. (Xinhua, 19 septembre)
- 17 sept. Six mille ouvriers en grève de la fabrique d'équipements électroniques à capitaux singapouriens Flextronic de Shanghai ont bloqué les rues** pour protester contre la délocalisation de leur usine à Suzhou (Jiangsu). (Molihua, 24 septembre)
- 10 sept. Quatre mille enseignants de Jinan (Shandong) ont protesté devant les bâtiments de la province** pour demander un relèvement de leurs traitements. (Boxun, 11 septembre)
- 7 sept. Deux mille salariés de la fabrique de produits en cuir Laideli, appartenant à un chef d'entreprise de Hongkong, ont bloqué une route** de grande communication à Humen, près de Dongguan (Guangdong) pour obtenir un relèvement de salaires. (Molihua, 10 septembre)
- 6 sept. Un accident survenu dans la mine de charbon Huacaotan, dans la ville de Zhangye, district de Shandan (Gansu), a fait dix morts.** La plateforme d'accès s'était renversée deux cents mètres au dessus du niveau des galeries. (Xinhua, 8 septembre)
- 3 sept. Un ouvrier du bâtiment, victime d'un accident du travail et obligé de se déplacer en chaise roulante, s'est suicidé** lors d'une réunion tenue à Rongcheng (Shandong) après avoir demandé sans succès pendant des années d'être indemnisé. L'explosif qu'il a fabriqué et qui l'a tué a blessé six fonctionnaires locaux, dont deux grièvement. (Xinhua, 3 septembre)
- 3 sept. Un travailleur migrant originaire du Jiangxi a été frappé à mort par le beau-frère de son patron** dans la ville de Kuangyan, agglomération de Cixi (Zhejiang). Le lendemain, trois cents parents et amis ont bloqué une route de grande communication, accusant la police d'avoir reçu de l'argent du chef d'entreprise pour remettre l'assassin en liberté. Le 5 septembre, ils ont bloqué l'entrée des bâtiments du gouvernement local. (Molihua, 6 septembre)
- 2 sept. Une explosion de gaz survenue dans la mine Gaokeng près de la ville de Pingxiang (Jiangxi) a fait quatorze morts, un disparu et onze blessés.** (Xinhua, 3 septembre)
- 29-30 août Les salariés de l'usine électronique Best System de Dongguan (Guangdong) à capitaux de Hongkong ont affronté la police** alors qu'ils manifestaient contre leur patron, disparu sans leur payer les deux derniers mois de salaires. (Molihua, 30 août)
- 29 août Une explosion de gaz a fait quarante-cinq morts et cinquante-quatre blessés dans la mine de charbon Xiaojiawan dans la ville de Panzhihua (Sichuan).** Les fonctions de quatre responsables locaux de la sécurité ont été suspendues le 10 septembre. Quatorze personnes ont été déclarées fautives, avec une gestion «chaotique» et une ignorance totale des mesures à prendre en matière de sécurité minière. (Xinhua, 10 septembre)
- 27-29 août Mille ouvriers de l'usine électronique de Zhuhai (Guangdong) ont entamé une grève de trois jours,** en raison des pertes résultant de leur nouveau contrat de travail, après vente de leur

société américaine à un entrepreneur local. (*Radio Free Asia, 29 août*)

CONFLITS DE MASSE. ÉVICTIONS FONCIÈRES.

- 21 sept.** **Un conflit provoqué par une réquisition forcée de terrains à Panjin, district de Xinglongtai (Liaoning) s'est poursuivi par un tir de policier** tuant le protestataire et blessant son fils. Tous deux, armés de haches et de faucilles, déversant du pétrole sur le chantier, tentaient d'empêcher la poursuite des travaux et voulaient obtenir une indemnisation supérieure pour les dommages subis. Les équipements lourds utilisés avaient écrasé la récolte de riz, une dizaine de jours seulement avant la récolte. C'est alors qu'un corps à corps a commencé avec un policier, blessé par un coup de faucille, bagarre qui s'est terminée par des coups de feu. Les autres villageois soutiennent la position des deux victimes. (*Xinhua, 24 septembre*)
- 19 sept.** **Plus d'un millier de villageois de Shiliying, agglomération de Jieya dans le district de Rengcheng, près de Jining (Shandong), s'en sont pris aux bâtiments municipaux de Jieya** et ont détruit des équipements avant de renverser des voitures de la police venue pour rétablir le calme. Leur colère provient des détournements de fonds destinés à les indemniser pour des effondrements de terrains arables causés par une exploitation minière et qui entraînent la destruction de leurs habitats. Le lendemain, la police a affronté cinq mille paysans qui ont pénétré les locaux de l'administration et de la police à Rengcheng et qui ont détruit les véhicules publics. (*Centre d'information pour Droits de l'homme et la démocratie, 22 septembre*)
- 5 sept.** **L'administration de la Santé mène une enquête au sujet d'une recherche menée avec des scientifiques américains dans la province du Hunan** au sujet des effets d'un riz génétiquement modifié et dont les sujets auraient été des enfants. La recherche se serait déroulée en 2008 ; elle visait à étudier la façon dont vingt-quatre enfants âgés de 6 à 8 ans assimilaient le beta carotène d'un riz génétiquement enrichi en cet élément. L'organisation Greenpeace avait révélé l'affaire fin août. (*Xinhua, 5 septembre*)
- 3 sept.** **Un villageois en colère s'est suicidé à l'explosif dans les bâtiments administratifs de la ville de Tengjia**, près de Rongcheng (Shandong). On ignore les raisons de son geste et si l'explosion a fait d'autres victimes. (*Xinhua, 3 septembre*)
- 23 août** **Les paysans de Zuotan, un village du Guangdong situé dans la circonscription de Foshan, ont affronté la police à plusieurs reprises depuis le 25 juin**, après affectation de leurs terres à une zone commerciale sans qu'ils aient été informés ou consultés. Les bagarres ont fait des blessés et la police a arrêté sept villageois pour «destruction de propriété publique» et «obstruction à l'action administrative». (*Weiqlanwang, 23 août*)
- 22 août** **Un paysan de 63 ans, Zhu Zhongzhou, s'est jeté du haut du bâtiment de la municipalité à Liansi**, district de Fugou (Henan) après un nouvel échec dans sa demande d'indemnisation pour la réquisition de ses terres. (*Xinhua, 2 septembre*)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 1 sept.** **Arrestation de quatre moines du monastère Zilkar**, dans la préfecture Yushu (Qinghai), à la suite de la publication d'informations hors du Tibet, en particulier de photos montrant des suicides par le feu survenus en juin dernier. Plusieurs des moines seraient de santé fragile. La police a saisi des

ordinateurs, divers documents et des photos. Un moine qui filmait l'opération a été arrêté lui aussi. Le monastère est privé d'électricité et de liaisons téléphoniques. (R.S.F., 7 septembre)

21 août. **On apprend la condamnation le 18 juin à sept ans de prison du moine Yonten Gyaltso** du canton de Ngaba (Sichuan) pour diffusion d'informations concernant la religieuse Tenzin Wangmo, suicidée par le feu en octobre 2011. Il avait été arrêté le 18 octobre 2011. (R.S.F., 23 août)

12 août **Des nomades tibétains ont mis le feu à des tentes de chercheurs d'or chinois** et ont chassé ces derniers d'une montagne sacrée (Dringye Ngo Sorma) dans le district Gade, dans la préfecture Golog (Qinghai). Ils ont organisé des patrouilles pour prévenir le retour des ouvriers chinois. (R.F.A., 30 août)

QUESTION OUIGHOURE

6 sept. **Publication par l'organisation Aizhixing d'un manuel destiné aux Ouighours** qui explique leurs droits selon la loi chinoise et la législation internationale. Une brochure datée du 4 septembre expose les moyens de surmonter les difficultés pour obtenir un passeport. (Aizhixing, 6 septembre)

HONGKONG - MACAO

21 sept. **Inculpation pour réunion illégale de huit protestataires**, figurant parmi les cinquante-trois arrêtés le 4 juin après une bagarre avec la police du territoire. Les manifestants voulaient commémorer le massacre du 4 juin 1989 à Beijing et protester contre l'arrestation de cent treize personnes en mars 2012, à propos du budget du territoire. A l'issue d'une veillée aux chandelles, ils se rendirent à North Point mais furent interceptés par la police. Le tribunal estime qu'ils auraient dû présenter une autorisation écrite et ne pas se contenter de l'autorisation verbale que leur aurait donnée la police. Verdict, le 12 octobre. (South China Morning Post, 22 septembre)

14 sept. **Arrestation à Shaoyang (Hunan) de deux journalistes de Ming Pao** qui avaient rencontré le 5 septembre la famille de Li Wangyang, dissident mort dans des conditions suspectes (voir bulletin de juin 2012). La famille aurait confirmé qu'elle n'avait donné aucun accord sur l'enquête d'autopsie et sur l'incinération. L'Association des Journalistes de Hongkong, la Fédération des Journalistes de Hongkong et la Fédération internationale des Journalistes ont condamné les autorités chinoises pour cette détention qui a duré 44 heures. (South China Morning Post, 14 septembre)

11 sept. **Manifestation de huit mille étudiants et professeurs demandant le retrait du programme d'éducation nationale.** Le chef de l'Exécutif Leung Chun-ying avait admis le 8 septembre qu'il revenait aux écoles de décider de dispenser ou non cet enseignement. Les manifestants jugeaient ce retrait insatisfaisant car les autorités pouvaient imposer l'enseignement par la voie indirecte des octrois de subventions. (South China Morning Post, 12 septembre)

9 sept. **1,83 million d'électeurs (53% des inscrits contre 45,2% en 2008) ont participé à la désignation du cinquième Conseil législatif du territoire.** Sur les soixante-dix sièges à pourvoir, la moitié est choisie par les électeurs et treize sont allés à l'Alliance démocratique pour le progrès de Hongkong, favorable à l'exécutif du territoire et au gouvernement de Beijing. Les trente-cinq autres sont désignés par des groupes socio-professionnels (cent cinquante mille électeurs seulement) dont la composition assure une majorité favorable à Beijing pour l'ensemble du Conseil législatif. (Xinhua, South China Morning Post, 10 septembre)

TAIWAN ET RELATIONS EN MER DU SUD.

- 4 sept.** **Le nombre de fusées pointées sur Taiwan par le Deuxième Corps d'artillerie chinois est passé de 1.400 en 2011 à 1.600 cette année**, selon le ministère de la Défense de Taiwan, dans son rapport annuel 2012 sur la puissance militaire chinoise. Aux fusées à courte portée DongFeng 11 et 15 se sont ajoutées les fusées DongFeng 16, plus perfectionnées, plus mobiles et équipées de système GPS permettant des attaques précises. Des fusées à tête nucléaire capables d'atteindre les États-Unis et l'Europe sont supposées dissuader toute intervention extérieure en cas de conflit dans le détroit de Taiwan. Du côté taiwanais, le programme de modernisation repose pour une large part sur des achats d'équipements américains (fusées sol-air, propulseurs, moteurs, etc.). (*Taipeh Times*, 4 septembre)
- 31 août** **Le Vietnam proteste vivement contre l'appel d'offres international lancé le 28 août par la China National Offshore Oil Corporation**, lequel inclut dans son périmètre la zone 65/12 situé à trois miles nautiques de l'île Cay dans l'archipel Hoang Sa (alias Xisha et Paracel) que le Vietnam estime lui appartenir. Selon le ministère des Affaires étrangères, cette action «viole gravement la souveraineté du Vietnam sur les Hoang Sa, le consensus atteint par les dirigeants des deux pays et la déclaration signée en 2002 concernant les attitudes à observer en mer orientale». (*Vietnam News Agency*, 1 septembre)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

- 23 sept.** Commencés au premier semestre 2011, les scrutins législatifs locaux au niveau des districts et des agglomérations ne sont achevés que pour vingt-six des trente et une provinces, régions autonomes et municipalités. Les cinq unités restantes relèveront d'une loi électorale amendée en 2011, qui accroît la part de la représentation rurale. (*Xinhua*, 23 septembre)
- 10 sept.** «Le taux de sous-emploi urbain enregistré s'est maintenu en dessous de 4,3% de 2003 à 2011. Fin 2011, il était de 4,1%, selon les chiffres du ministère des ressources humaines et de la sécurité sociale». (*Xinhua*, 10 septembre)
Note LdH : Le chômage des pays sous développés est loin de se résumer aux chiffres des bureaux officiels. Il se déguise en Chine comme ailleurs – et c'est reconnu depuis longtemps - sous une hypertrophie du secteur tertiaire, observable de nuit comme de jour, le dimanche y compris : vendeurs de trottoir, boutiquiers sans clients, paysans tentant d'écouler quelques fruits ou légumes, récupérateurs de déchets, vendeurs de nouilles ou de biscuits sans parler de la surabondance des employés de magasins ou de restaurants.
- 3 sept.** Les bureaux du tourisme tibétain prévoient d'atteindre en 2012 le chiffre record de dix millions de visiteurs. Les revenus attendus équivaldraient à 17% du produit intérieur de la Région autonome. Le tourisme emploierait trois cents mille personnes. L'activité croit de 30% chaque année depuis cinq ans. Les autorités souhaitent accueillir quinze millions de visiteurs en 2015. (*Xinhua*, 3 septembre)
- 31 août** Dans la perspective des élections prévues au Zimbabwe en 2013, dix chefs provinciaux de ce pays ont entrepris le 29 août un voyage d'étude en Chine pour se familiariser avec les techniques de maîtrise des scrutins pratiquées par le parti unique chinois. Le P.C.C. sert de conseiller au parti ZANU depuis de nombreuses années. (*Zimbabwe Independent*, 31 août)

UNE LISTE DE TIBÉTAINS IMMOLÉS

Dans l'ensemble du Tibet historique (l'Amdo, Nord-Est du Tibet ; le Kham partie orientale ; l'Ütsang, Tibet central), les manifestations de 2008 ont été encore plus fortement réprimées que celles des décennies précédentes. Pourtant, l'opposition des Tibétains à la politique chinoise s'exprime toujours au travers de moyens pacifiques.

Les manifestations sont immédiatement réprimées par la force ; les Tibétains n'ont donc pas la possibilité de s'exprimer. De nombreux écrivains, artistes et intellectuels qui ont cherché à se faire entendre ont été arrêtés. On en compte actuellement quelque soixante-dix en prison, lieu où l'on sait que la torture est pratique courante.

Les Tibétains sont confrontés à une immigration massive de Han, accompagnée d'une politique de sédentarisation des nomades dans des habitats inadaptés construits le long des routes, ce qui conduit à leur paupérisation. Quant aux moines, ils sont soumis à des séances de «rééducation politique», durant lesquelles il leur est demandé, entre autres humiliations, de piétiner des photos du dalai lama, - ce à quoi ils ne peuvent consentir -, ou de porter allégeance au Parti communiste.

En 2007, les autorités communistes ont promulgué une loi selon laquelle toute réincarnation doit recevoir leur aval, disposition qui a pour objet évident de permettre aux autorités chinoises de désigner le futur dalai lama. Les immolations par le feu se multiplient depuis 2009. Pour les laïcs et les moines qui se sont sacrifiés, ce geste définitif est perçu comme constructif, son objet étant de revenir finalement à un Tibet tibétain et d'améliorer la situation des Tibétains. Il s'agit là de l'ultime forme disponible de protestation politique puisque les autres modes de contestation ont tous échoués.

Les immolations, signe d'une aggravation dramatique de la situation, ont un effet symbolique et mobilisateur. Ce geste, en effet, puise dans les racines profondes du Bouddhisme en affirmant un sentiment de dévouement total à la communauté ; il est un acte culturel. Depuis mars 2011, plus de quarante personnes se seraient immolées pour protester contre l'occupation répressive du Tibet par la puissance chinoise. On en trouvera ci-dessous une liste relativement complète avec, en fin de rubrique, la localisation en langue chinoise.

SOURCES :

- Suisse, Le Temps Monde, 19 juillet 2012, interview de Robert Barnett, tibétologue américain.
- Forum de discussion au Monde 30 mars 2012 par Katia Buffetrille, ethnologue et tibétologue (L'École Pratique des Hautes Études).
- Le Nouvel Observateur Monde : Pourquoi les Tibétains s'immolent par le feu ? 09 mars 2012 par Katia Buffetrille.
- Tibet-info.net immolations : récapitulatif, actions et réactions.
- FreeTibet

Tabé, ou Tabey, Kirti, Ngaba (Aba), 26 février 2009.

Moine du monastère de Kirti, il serait encore détenu dans un endroit inconnu. Les parents de Tabé auraient le droit de lui rendre visite à l'invitation des autorités pour des durées très limitées. Tabé a récemment été utilisé à des fins de propagande par les autorités chinoises pour un entretien à la TV locale, peut-être sous la contrainte. 阿坝藏族羌族自治州.

Lobsang Phuntsog, Ngaba, 16 mars 2011, décédé.

Moine, 21 ans, du monastère de Nagba, s'est immolé par le feu le jour du troisième anniversaire de la manifestation de 2008 de Nagba (la police y tua treize manifestants). Il est mort à l'hôpital ; six moines, dont son frère et son oncle, ont été condamnés pour avoir « comploté et aidé » à l'immolation et pour avoir retardé le traitement hospitalier de Phuntsog. Le meilleur ami de Phuntsog, Darjee, qui n'a que 16 ans, a été condamné à trois ans de ré-éducation par des travaux forcés. 阿坝藏族羌族自治州.

Tsewang Norbu, Tawu, 15 août 2011, décédé.

29 ans, moine du monastère de Nyitso où la communauté monastique avait été intimidée par les autorités locales. Il s'est immolé dans le centre de Tawu, est mort sur les lieux en criant « nous, le peuple tibétain, nous voulons la liberté ». 道孚县.

Lobsang Kalsang et Lobsang Konchok, Kirti Ngaba, 26 septembre 2011.

Moines, 18-19 ans, du monastère de Kirti ; Lobsang Kalsang est le frère de Lobsang Phuntsog (voir ci-dessus). Les moines ont agité le drapeau tibétain et réclamé la liberté religieuse et crié "Vive le dalai lama" avant de s'immoler. Leurs états de santé et l'endroit où ils se trouvent sont inconnus. 阿坝藏族羌族自治州

Kalsang Wangchuk, Kirti Nagba (Aba) 3 octobre 2011.

Moine, 17 ou 18 ans, monastère de Kirti, comté de Nagba, Tibet oriental. Il s'est immolé le 3 octobre près du marché aux légumes de Ngaba. Tenant une photo du dalai lama, il a crié « Les droits religieux et la liberté n'existent pas au Tibet. ». La police a éteint le feu et l'a emmené. Son corps aurait été très gravement atteint. Ce jour-là, Nagba a été mis sous le contrôle de la police et des militaires. Son état de santé et l'endroit où il se trouve sont inconnus. 阿坝藏族羌族自治州.

Choepel et Khayang, Kirti Nagba, 7 octobre 2011, tous deux décédés.

Choepel, 19 ans et Khayang, 18 ans, tous deux du village de Thawa Kongma, se sont immolés le 7 octobre à Ngaba. Khayang

est mort le 8. Choepel serait mort le 11 octobre; il fut expulsé du monastère de Kirti après l'immolation de Lobsang Phuntsog. Khayang fut moine ; son oncle Tashi, 27 ans, été tué par les forces de sécurité à Nagba (16mars 2008). 阿坝藏族羌族自治州

Norbu Dathul, Kirti Ngaba, 15 octobre 2011, décédé.

19 ans, entré ,très jeune, moine au monastère de Kirti, défroqué. Il s'est immolé dans le marché central de Ngaba et serait mort le 5 janvier 2012. En flammes, il courait en réclamant la liberté pour le Tibet et le retour du dalai lama. La police l'aurait battu tout en éteignant les flammes et l'a emmené. 阿坝藏族羌族自治州

Tenzin Wangmo, Kirti Ngaba, 17 octobre 2011, décédée.

Nonne, 20 ans, elle s'est immolée devant la nonnerie de Dechen Chokorling (Mame) , à trois kilomètres de Ngaba , réclamant la liberté religieuse pour le Tibet et le retour du dalai lama. Elle est morte sur les lieux. 阿坝藏族羌族自治州

Dawa Tsering, Kandze, 25 octobre 2011.

Dawa Tsering , une trentaine d'années, s'est immolée dans la commune de Kandze près de son monastère, celui de Kandze, le 25 octobre. Dawa aurait souffert de sévères brûlures mais son état de santé et l'endroit où elle se trouve sont inconnus. La commune de Kandze se situe à environ 150 kilomètres de la ville de Ngaba. 甘孜县.

Palden Choetso, Tawu, 3 novembre 2011, décédée.

35 ans, s'est immolée au même endroit que le moine Tsewang Norbu (15 août 2011) sur le pont de Chume au centre de Tawu. On l'aurait entendu crier «Laissons le dalai lama retourner au Tibet». 道孚县.

Tenzin Phuntsog, Chamdo, 1er décembre 2011, décédé.

Ancien moine, âgé d'une quarantaine d'années, il s'est immolé dans la commune de Karma à Chamdo. Il serait mort de ses blessures le 8 décembre ; a sans doute été moine au monastère de Karma et aurait été soumis à de sévères restrictions après l'explosion d'une bombe dans un bâtiment municipal de Karma (26 octobre 2011). 昌都.

Pawo Ten-nyi et Pawo Tsultrim, Ngaba, 6 ,7 janvier 2012, décédés.

Tous deux âgés de 20 ans, Pawo Tsultrim, connu pour être un laïc, s'est immolé près du monastère de Kirti à Nagba , il serait mort la nuit suivante. Pawo Ten- nyi s'est immolé tout près de ce lieu à la même heure. Il serait mort sur les lieux. 阿坝藏族羌族自治州.

Sonam Wangyal, Dharlag, 8 janvier 2012, décédé.

Lama, haute personnalité du monastère de Darlag , se serait immolé dans la préfecture autonome tibétaine de Golog le 8 janvier. Selon Radio Free Asia, il avait collé des affiches dans toute la ville et demandé la liberté pour le Tibet, le soutien du dalai lama et avait exhorté les Tibétains à s'unir et à ne pas perdre espoir. La population locale a fait pression sur les autorités pour qu'elles leur rendent la dépouille. 达日县.

Lobsang Jamyang, Nagba (Aba) 14 janvier 2012, décédé probable.

Ancien moine du monastère d'Adu Gon Gama. Il s'est immolé dans Ngaba. Probablement mort sur les lieux ; les autorités chinoises l'ont enlevé de force. Une foule de personnes s'est alors rassemblée pour protester et réclamer son corps. Les affrontements auraient été brutaux. 阿坝藏族羌族自治州.

Tsering, Kyari, et troisième nom inconnu , Serthar, 3 février 2012, 3e décédé.

Serthar est sous une loi martiale officieuse avec un verrouillage militaire lourd depuis les protestations de masse du 24 janvier.

Rigzin Dorjee, Nagba, 8 février 2012, décédé.

Ancien moine à Kirti, 19 ans. Il est mort de ses blessures le 21 février. Un témoin a rapporté que deux moines ont été détenus sur ce site. 阿坝藏族羌族自治州.

Sonam Rapyang, Tridu , 9 février 2012, probablement décédé.

Moine de 19 ans, monastère de Lab, s'est immolé et est mort de ses blessures le 21 février. Un témoin a rapporté que deux moines étaient détenus sur ce site. 称多县.

Tenzin Choedron, Ngaba, 11 février 2012, décédée.

Nonne, 18 ans. Elle s'est immolée devant la nonnerie Dechen Chokorling, à Ngaba. Elle est morte plus tard. et criait des slogans contre le gouvernement chinois lors de son immolation. 阿坝藏族羌族自治州

Lobsang Gyatso, Ngaba (Aba) 13 février 2012.

Moine ,19 ans, du monastère de Kirti s'est immolé dans Ngaba. Il semblerait qu'il ait survécu mais les forces chinoises l'ont enlevé de force ; on ne sait rien de son état de santé ni du lieu où il se trouve. Deux jeunes hommes et un moine aurait été battus sur les lieux. 阿坝藏族羌族自治州

Tamchoe Sangpo, Themchen ou Sengge, 13 février 2012, décédé.

Moine professeur au monastère Bongthak et membre du comité de gestion démocratique du monastère. Il est mort après s'être immolé. 天峻县

Nangdrol, Barma, 19 février 2012, décédé.

18 ans, il s'est immolé près du monastère de Jonang Dzamthang, Amdo. Les moines ont transporté son corps jusqu'au monastère. Des centaines de Tibétains se sont rassemblés. Barma avait été le lieu d'un incident où les forces chinoises avaient tiré, tuant un autre jeune homme, quelques semaines auparavant.

Tsering Kyi, Nyima, le 3 mars, décédée.

20 ans, elle s'est immolée et est décédée dans un marché de légumes dans le comté de Machu, Tibet oriental. Quelques jours avant elle avait dit « à Ngaba et dans d'autres régions du Tibet, les Tibétains s'immolent ; nous devrions faire quelque chose pour le Tibet. La vie n'a aucun sens si nous ne faisons rien pour le Tibet ». 玛曲县

Rinchen, Ngaba, 4 mars 2012, décédée.

Mère de 4 enfants, s'est immolée à Ngaba devant le commissariat qui a été construit à côté de la porte principale du monastère de Kirti. Elle est morte sur les lieux. Alors qu'elle était en flammes, Rinchen a crié : "le Tibet a besoin de liberté et Gyalwa Rinpoché (DL) de retourner au Tibet". 阿坝藏族羌族自治州

Dorjee, Chara, 5 mars 2012, décédé.

18 ans, s'est immolé près de Chara, comté de Ngaba, près d'un pont en dehors de la ville. Il a marché, le corps enflammé, jusqu'aux bureaux du gouvernement où il s'est écroulé. Il est mort sur les lieux. 阿坝藏族羌族自治州

Gepey, Ngaba, 10 mars 2012, décédé.

Moine, 18 ans, monastère de Kirti, il s'est immolé derrière le camp militaire de Ngaba. Les soldats ont emporté le corps. Sa famille a été obligée de procéder sur le champ aux funérailles. 阿坝藏族羌族自治州

Jamyang Palden, Rongwo (Rebkong), 14 mars 2012.

Moine, 30 ans environ, s'est immolé près du monastère de Rongwo. Des moines ont depuis un hôpital local ramené son corps au monastère, de peur qu'il ne soit arrêté par les autorités chinoises. 同仁县

Lobsang Tsultrim, Ngaba, 19 mars 2012, décédé.

Immolation le 16 mars. En flammes, il criait des slogans contre le régime chinois ; battu, il a été jeté dans un camion et emmené. 阿坝藏族羌族自治州

Sonam Dargye, Rongwo (Rebkong), 17 mars 2012, décédé.

Père de trois enfants, dans sa quarantaine, est sorti d'un hôtel proche et a crié : « Que sa Sainteté revienne au Tibet » avant de s'immoler. Des milliers de personnes se sont rassemblées dans le Square Dolma. 同仁县

Jamphel Yeshe, New Delhi, immolation le 26 mars 2012, décédé le 28 mars.

Réfugié en Inde, s'est immolé lors d'une protestation contre la venue en Inde du président chinois Hu Jintao.

Lobsang Sherab, Chashang, Ngaba, 28 mars 2012, décédé.

Moine, 20 ans. Il s'est immolé à Chashang, Raruwa (Amdo) Tibet oriental, pour protester contre la politique du pouvoir chinois au Tibet. Sherab est décédé sur les lieux. 阿坝藏族羌族自治州

Tenpa Dargye et Choemi Palten, commune de Barkham, 7 avril et 30 mars 2012, décédés.

Les moines Tenpa Dargye, 22 ans et Choemi Palten, 21 ans, se sont immolés le 30 mars à Barkham, Ngab. Choemi est mort plus tard. 马尔康县

Sonam et Choephak Kyap, Barma, le 19 avril 2012, tous deux décédés.

Cousins, ils se sont immolés ensemble devant le monastère Jonang Dzamthang à Barma, dans le comté de Dzamthang, Ngaba, Tibet oriental. 阿坝藏族羌族自治州

Tobgye (ou Dorjee) Tseten et Dargye, Lhasa, 27 mai 2012. Tobgye décédé.

Ils se sont immolés devant le très symbolique temple du Jokhang. Les forces chinoises sont vite arrivées pour enlever tout signe de troubles, Lhasa a été placée sous haut contrôle militaire.

Rechok, ou Rykio, Barma, 30 mai 2012, décédée.

S'est immolée devant le monastère Jonang Dzamthang à Barma, décédée sur les lieux.

Tamdrin Thar, Markethang, 15 juin 2012, décédé .

Nomade tibétain, d'une soixantaine d'années, s'est immolé devant les bâtiments de la police armée à Markethang, comté de Chentsa (Jianza) , Amdo (Tibet oriental). Il est décédé sur les lieux. 尖扎黄南

Nyawang Norpal et Tenzin Kaldrup , Zathod, 20 juin 2012, décédés.

Ces hommes jeunes se sont immolés dans le comté de Tridu TAP de Jyekundo, Tibet oriental. Tenzin Kaldrup est mort sur place et Nyawang Norpal a été emmené dans un monastère local. Ils ont laissé des lettres dans lesquelles ils expliquent qu'ils s'immolaient pour la cause de tous les Tibétains. 称多县 .

Dekyi Choezom, Jyekundo , le 27 juin 2012.

Environ 40 ans, s'est immolée lors d'une manifestation pour les droits à la terre. Soixante-dix familles tibétaines protestaient contre le plan de reconstruction chinois, après le tremblement de terre de 2010. 玉树藏族自治州

Tsewang Dorjee, Damshung Comté, 7 juillet 2012. Décès probable.

Tsewang Dorjee s'est immolé par le feu dans une ville près de Lhasa . Le personnel de sécurité chinois a rapidement éteint les flammes et l'a enlevé. Son état de santé et l'endroit où il se trouve restent inconnus. Des arrestations et des déplacements forcés de population ont eu lieu dès qu'il a été retiré de la place du marché. 当雄县.

Lobsang Lozin, Barkham, 17 juillet 2012, décédé.

Le jeune moine s'est immolé tout en marchant vers le bureau du gouvernement , en face du monastère de Kirti, à Ngaba (Aba) en Amdo, Tibet oriental. 马尔康县 ,

Lobsang Tsultrim , Kirti (Ngaba), 6 août 2012, décédé.

Le jeune moine, 21 ans, s'est immolé sur la route principale venant de Ngaba, près de son monastère, en criant des slogans appelant au retour du dalai lama. La police militaire l'aurait fait tomber afin de ramasser son corps, puis de le brûler. Les cendres ont été rendues à la famille. 阿坝藏族羌族自治州

Dolkar Tso, Tso (Hezuo), 7 août 2012. Décédée.

Mère de deux petits enfants, s'est immolée près du stupa du monastère de Tso, appelant à la liberté pour le Tibet. A peine vivante, elle a demandé aux moines venus à son aide de mettre fin à sa vie afin que les Chinois ne s'emparent pas d'elle. Conduite à l'hôpital, elle n'a pu être sauvée. 合作

Choepa, Mêruma (Amdo), préfecture de Ngaba, 10 août 2012, décédé.

24 ans, nomade, a été battu pendant qu'il était en flammes, et emmené dans un convoi militaire ; vraisemblablement décédé le jour-même. En janvier il avait organisé avec d'autres Tibétains une grande veillée aux chandelles ; les forces chinoises avaient alors mené une chasse à l'homme pour le retrouver. 麦尔玛乡

Lungtok et Tashi, Kirti (Ngaba), 13 août 2012, Lungtok décédé le 14 à Barkham.

Lungtok, moine âgé de 20 ans, et Tashi, maintenant laïc, un ancien camarade de classe, se sont immolés en criant leur protestations contre le pouvoir chinois. Emmenés tous les deux à l'hôpital local, puis transférés à Barkham. Tashi bien que grièvement brûlé a été battu par les forces de sécurité. Des tibétains rassemblés ont affronté la police, l'un d'eux est mort frappé par des matraques à clous ; une troisième immolation aurait eu lieu suite à ces événements. 马尔康县

Lobsang Kalsang et Dhamchoek, Kirti, Ngaba (Aba), décédés le 27 août 2012.

Lobsang moine âgé de 18 ans et Dhamchoek, ancien moine frère de Tenzin Choedon immolée le 13-02-2012, (nonnerie Mamae Dechen de Ngaba), ont été transportés à l'hôpital où ils sont décédés des suites de leurs brûlures. Ils ont lancé des slogans contre la répression de la culture tibétaine. La police a arrêté le collègue de cellule de Lobsang Kalsang.

BIBLIOGRAPHIE.

- **«The Darkest Corners» : Abuses of Involuntary Psychiatric Commitment in China.** C.H.R.D., Août 2012. 51 p.
Accessible sur le site : <http://deflect.chrdnet.com/2012/08/22/the-darkest-corners-abuses-of-involuntary-psychiatric-commitment-in-china/> en format PDF.
- **Primeview Independant Research** : Ce site internet animé par Jean-Luc Buchalet et Pierre Sabatier, auteurs de LA CHINE, UNE BOMBE A RETARDEMENT (Eyrolles, 2012, 163 pp), publie de nombreux articles documentés sur l'économie chinoise et sa conjoncture.
Accessible sur le site <http://www.primeview.fr>
- **Diaoyu Dao, an Inherent Territory of China.** Centre d'information du gouvernement. 25 septembre 2012.
Livre blanc accessible sur le site : http://www.china.org.cn/government/whitepaper/node_7168681.htm
Le dossier officiel chinois face à l'argumentation japonaise.
- **International Religious Freedom Report for 2011** : CHINA. U.S. Department of State, Août 2012. 41 p.
Accessible sur le site : <http://www.laogai.org/content/international-religious-freedom-report-2011-china> en format PDF

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-press, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens'radio, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng Guancha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, Utopia, The Standard, Weiquan Wang, Wen Wei Po.

APPEL À COOPÉRATION BÉNÉVOLE DU GROUPE CHINE

Les tensions politiques et sociales s'accroissent, le poids international de la Chine s'alourdit et le travail du groupe augmente. Nous voulons informer, sensibiliser et organiser des actions concrètes. Le groupe Chine ne dispose que de faibles moyens au regard de l'ampleur des tâches. Il serait donc très heureux d'accueillir de nouveaux membres.

La connaissance du chinois n'est pas indispensable en particulier pour le travail de communication qui devient essentiel ; mais il faut disposer d'un ordinateur pour maintenir les échanges entre les réunions mensuelles. Toute personne intéressée peut s'adresser au secrétariat de la Ligue.

Nous serions aussi très contents de recevoir vos commentaires et suggestions concernant le bulletin et son contenu.

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».